

Malgré le confinement, mais tout en respectant les mesures sanitaires de luttés contre la Covid, notre organisation syndicale se doit de manifester notre colère pour dénoncer les oubliés du dispositif « Ségur ».

Il aura tout même fallu un virus pour que ce gouvernement reconnaisse les métiers des soignants. Force Ouvrière est satisfait des accords du Ségur qui ont conduit à une véritable augmentation de salaire pour tous les agents hospitaliers et agents des EHPAD dans la Fonction Publique Territoriale.

Force ouvrière vient de signer un accord majoritaire pour que les salariés de l'hospitalisation privée à but lucratif obtiennent 160 euros net d'augmentation de salaire et ça se fera.

Force ouvrière a souhaité signer ce même accord pour les salariés de la FEHAP, ou plus connue sous le nom de CCN de 51, c'est la convention collective de l'hospitalisation privée à but non lucratif. Et là, nous nous sommes heurtés au refus de signer par 2 syndicats majoritaires dont l'un d'entre eux est pourtant signataire du « Ségur » ! Là aussi 160 euros net seront appliqués par décision unilatérale de la fédération des employeurs.

Mais c'est insuffisant, on ne peut laisser sur le carreau les personnels oubliés par le gouvernement pour toute la filière médico-sociale et sociale.

- **Qu'ils soient dans un Centre Communal ou Intercommunal d'Action Sociale.**
- **Qu'ils soient dans un Service de Soins Infirmiers d'Aide à Domicile.**
- **Qu'ils soient des Services d'Aide à Domicile, des foyers logements, des écoles, des crèches, des lycées et collèges...**

L'ensemble de ces personnels ne peuvent être mis à l'écart de cet accord !

Les moyens financiers doivent être à la hauteur de nos besoins. Des inégalités prennent forme et vont diviser en 2 groupes les agents et les salariés.

Ceux qui auront obtenu et ceux qui attendent d'avoir. Sans compter que cela conduira inévitablement à des difficultés de recrutements dans les secteurs oubliés.

Pourtant, l'état prône le maintien à domicile pour les personnes âgées. Il ne peut se permettre d'exclure ces salariés par une différence de salaire et de perspectives de carrière.

De plus, depuis la première période de confinement du mois de mars et encore à ce jour, ces salariés ont tous été exemplaires et ont permis que le service public et les services au public se poursuivent sans interruption en assurant leurs missions auprès de l'ensemble de la population.

C'est pourquoi FO revendique :

Le complément de traitement indiciaire de 183€ pour toute la fonction publique

L'augmentation générale des salaires pour le secteur privé

Des effectifs supplémentaires

Des meilleures conditions de travail pour tous !

Une véritable reconnaissance professionnelle

L'attribution de la prime « grand âge » aux aides à domicile et « aux faisant fonction de ».

L'augmentation de l'indemnisation des frais kilométriques, avec la prise en charge totale des trajets entre midi et 2h ainsi que la prise en charge de l'intégralité des trajets des week-end avec une prime pour l'usure des véhicules personnels.

Il y a à peine un an, il manquait 10 milliards pour nos retraites, depuis quelques mois ils ont trouvé, on ne sait où, des dizaines de milliards à déverser dans les entreprises. De l'argent il y en a !

Alors, stop à la différence de salaire et de déroulement de carrière.

A travail égal, salaire égal !

A missions identiques, déroulement de carrière identique,

Public, privé, nous exigeons l'égalité de traitement.